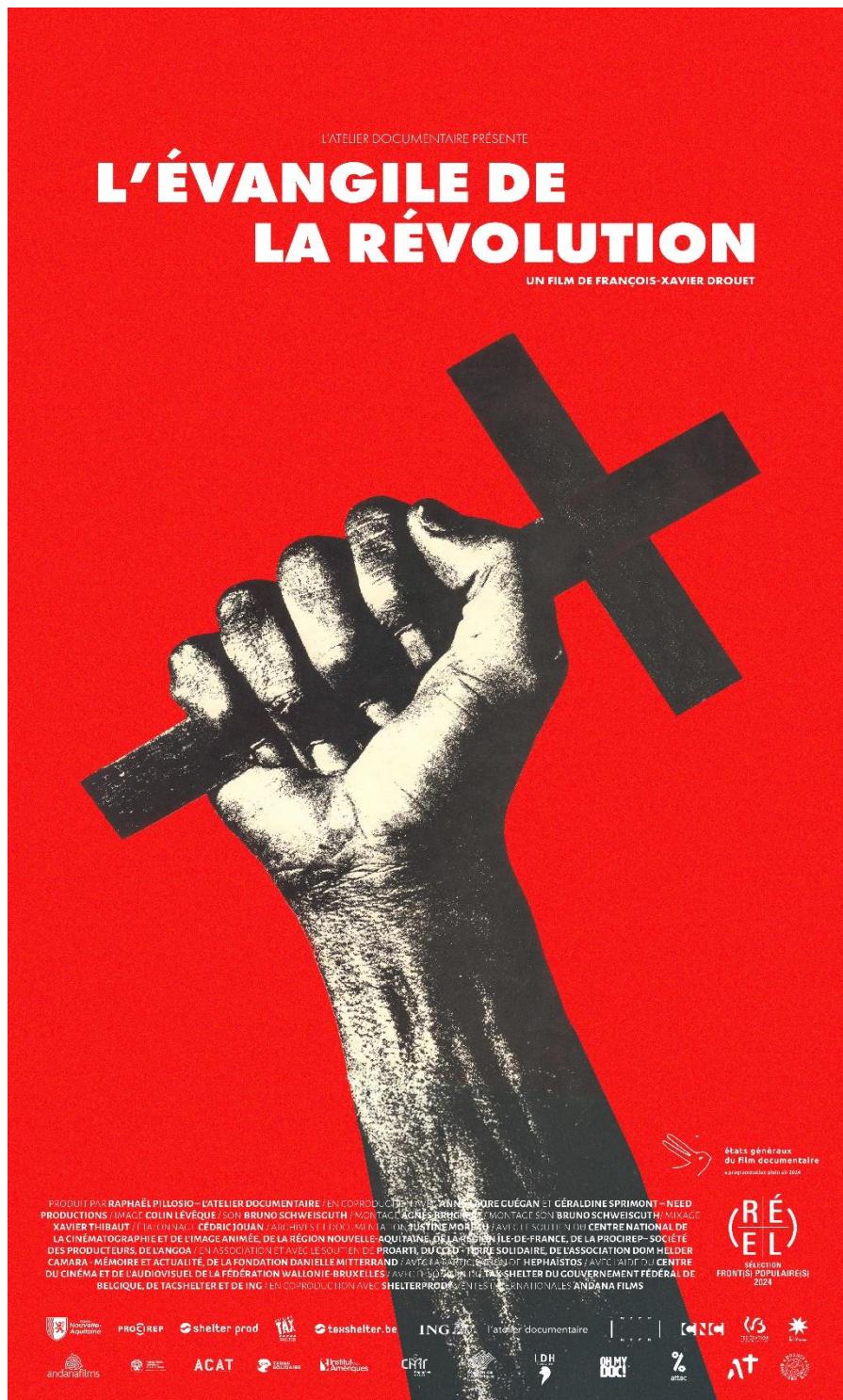


Livret d'accompagnement

L'ACAT-France soutient



Un film documentaire de François Xavier-Drouet

1 - Fiche de présentation

Réalisateur : François Xavier-Drouet

Durée : 115 minutes

Langue : Français

Sortie nationale : 3 septembre 2025

Dossier de presse : [dp_fr_evangile_def.pdf](#)

Site internet du film : [L'Évangile de la Révolution | l'atelier documentaire](#)

Article de présentation : [L'Évangile de la Révolution- site ACAT-France](#)

Programmation : Matthieu DE FAUCAL - matthieu.defaucal@gmail.com

Distribution : L'atelier documentaire – diffusion@atelier-documentaire.fr

Synopsis

Le souffle révolutionnaire qu'a connu l'Amérique latine au XXème siècle doit beaucoup à la participation de millions de chrétiens, engagés dans les luttes politiques au nom de leur foi. Portés par la théologie de la libération, ils ont défié les régimes militaires et les oligarchies au péril de leur vie. À rebours de l'idée de la religion comme opium du peuple, le film part à la rencontre d'hommes et de femmes qui ont cru voir dans la révolution l'avènement du Royaume de Dieu, sur la terre plutôt qu'au ciel.

2- Pourquoi l'ACAT-France soutient ce film ?

« À quoi bon, mes frères, dire qu'on a de la foi, si l'on n'a pas d'œuvres ? La foi peut-elle sauver, dans ce cas ? Si un frère ou une sœur n'ont rien à se mettre et pas de quoi manger tous les jours, et que l'un de vous leur dise : 'Allez en paix, mettez-vous au chaud et bon appétit', sans que vous leur donniez de quoi subsister, à quoi bon ? De même, la foi qui n'aurait pas d'œuvres est morte dans son isolement. »

Lettre de Jacques 2, 14-17

L'Évangile de la Révolution est un documentaire racontant la théologie de la libération, courant de la théologie chrétienne né en Amérique Latine, nommé pour la première fois par le prêtre péruvien Gustavo Gutiérrez et ayant inspiré des milliers de fidèles à lutter contre l'asservissement des plus pauvres.

Le réalisateur, François-Xavier Drouet, dépeint la théologie à travers les témoignages de celles et ceux qui l'ont vécue au Salvador, au Brésil, au Nicaragua et au Mexique et qui se sont investis politiquement pour dénoncer les régimes dictatoriaux au service d'une oligarchie économique. Puisant dans la foi chrétienne et dans la puissance révolutionnaire de l'Évangile pour identifier les injustices, ces chrétiens ont été surveillés, vilipendés, persécutés, torturés et assassinés. Le film montre l'ancrage de la théologie dans les réalités politiques, matérielles de l'Amérique Latine des années 60, 70 et 80 et l'influence contemporaine de ses propositions spirituelles et politiques.

La lutte en faveur des pauvres et des opprimés, ou « *option préférentielle pour les pauvres* » telle qu'elle sera appelée plus tard, est entérinée en Amérique Latine dès 1968 dans le cadre de la 2ème conférence épiscopale latino-américaine à Medellín, en Colombie. Cette posture qu'ont embrassé des milliers de fidèles est aussi la nôtre. Lorsque nous soutenons des communautés autochtones, afro-descendantes, paysannes, nous dénonçons les « *péchés structurels* » dont parle la théologienne et journaliste María López Vigil. « *Une société où les gens meurent de faim est une société pécheresse* », est aussi pécheresse une société où les gens sont menacés, harcelés, torturés, disparus de force ou assassinés pour leur engagement en faveur des droits humains. La question de la pauvreté, de la marginalisation des victimes que nous soutenons, autrement dit la conscience des conditions matérielles d'existence de ces personnes, est centrale pour prendre la pleine mesure de leur vulnérabilité et du sens moral et politique de leur lutte.

Malgré les transitions démocratiques, les conditions de vie et d'oppression dénoncées dans le documentaire sont toujours en vigueur. L'histoire révolutionnaire et spirituelle du

continent peut éclairer la situation actuelle. Au Mexique, en Colombie, en Argentine et au Chili les plus vulnérables, c'est-à-dire les défenseurs des droits, et, plus avant, les défenseurs de l'environnement sont également dénigrés, harcelés, disparus de force, assassinés car ils refusent un système économique et politique prédateur largement validé durant les dictatures militaires. Pourtant, ces communautés luttent, faisant leur la vision de Gustavo Gutierrez dans *Théologie de la libération : perspectives* : « *la théologie de la libération dit aux pauvres que la situation qu'ils vivent actuellement n'est pas voulue par Dieu* ».

Conformément au mandat de l'ACAT-France, ce documentaire s'inscrit dans le devoir de mémoire sur les horreurs commises en Amérique Latine, avec l'assentiment des franges les plus conservatrices du clergé. Cette sensibilisation est d'autant plus importante que la théologie de la libération reste méconnue en France, malgré son influence sur l'engagement chrétien et son rôle dans la création d'organisations pivotales, dont certaines partenaires de l'ACAT-France aujourd'hui, telles que le Centre de droits humains Fray Bartolomé de las Casas au Mexique. Le soutien au documentaire permet également de montrer le lien entre les structures répressives datant des dictatures militaires et la répression des défenseurs des droits aujourd'hui, que nous constatons dans notre accompagnement quotidien des communautés autochtones, afro descendantes et paysannes.

3 - Contexte historique et panorama actuel

« Le développement des peuples, tout particulièrement de ceux qui s'efforcent d'échapper à la faim, à la misère, aux maladies endémiques, à l'ignorance ; qui cherchent une participation plus large aux fruits de la civilisation, une mise en valeur plus active de leurs qualités humaines ; qui s'orientent avec décision vers leur plein épanouissement, est considéré avec attention par l'Eglise. Au lendemain du deuxième Concile œcuménique du Vatican, une prise de conscience renouvelée des exigences du message évangélique lui fait un devoir de se mettre au service des hommes pour les aider à saisir toutes les dimensions de ce grave problème et pour les convaincre de l'urgence d'une action solidaire en ce tournant décisif de l'histoire de l'humanité. »

***Populorum progressio* - Lettre encyclique du pape Paul VI – 11 avril 1963**

« Je suis révolutionnaire en tant que Colombien, en tant que sociologue, en tant que chrétien et en tant que prêtre. En tant que Colombien : parce que je ne peux pas rester étranger à la lutte de mon peuple. En tant que sociologue : parce que les connaissances scientifiques que j'ai de la réalité m'ont conduit à la conviction qu'il n'est pas possible de parvenir à des solutions techniques et efficaces sans révolution. En tant que chrétien : parce que l'amour envers le prochain est l'essence du christianisme et que ce n'est que par la révolution que l'on peut obtenir le bien-être de la majorité des gens. En tant que prêtre : parce que la révolution exige un sacrifice complet de soi en faveur du prochain et que c'est là une exigence de charité fraternelle indispensable pour pouvoir réaliser le sacrifice de la messe, qui n'est pas une offrande individuelle mais l'offrande de tout un peuple, par l'intermédiaire du Christ. »

Camilo Torres, prêtre colombien, précurseur de la théologie de la libération

CHRONOLOGIE DE LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

REPÈRES POLITIQUES

1954 / Instauration d'une dictature militaire au Paraguay - général Alfredo Stroessner

Janvier 1959 / Révolution cubaine

1964 / Instauration d'une dictature militaire au Brésil

1971 / Instauration d'une dictature militaire en Bolivie

1972 / Coup d'État militaire au Salvador

Juin 1973 / Instauration d'une dictature militaire en Uruguay

Septembre 1973 / Coup d'État militaire au Chili

1975 / Instauration d'une dictature militaire au Pérou

Novembre 1975 / Lancement officiel de l'opération Condor

Janvier 1976 / Coup d'État en Équateur

Mars 1976 / Coup d'État militaire en Argentine

RÉFÉRENCES RELIGIEUSES

11 avril 1963 / *Pacem in terris* - Lettre encyclique du pape Jean XXIII

15 février 1966 / Mort dans une embuscade de Camilo Torres, prêtre colombien - l'un des précurseurs de la théologie de la libération

29 mars 1967 / *Populorum progressio* - Lettre encyclique du pape Paul VI

24 août 1968 / Ouverture de la 2ème conférence épiscopale latino-américaine à Medellín, en Colombie.

4 novembre 1969 / arrestation des frères dominicains de São Paulo dont Frei Tito de Alencar, torturé pendant 2 mois par le sinistre commissaire Sergio Fleury

22 octobre 1970 / Mgr Paulo Arns, évêque progressiste et partisan de la théologie de la libération devient archevêque de São Paulo

1971 / Publication du livre de Gustavo Gutiérrez - *Théologie de la libération : perspectives*

24 mars 1980 / assassinat en pleine messe de Mgr Oscar Romero, archevêque de San Salvador

4 mars 1983 / Le père Ernesto Cardenal est publiquement réprimandé par le souverain pontife lors de sa visite au Nicaragua

6 août 1984 / La Congrégation pour la doctrine de la foi, présidée par Mgr Ratzinger, condamne la théologie de la libération pour ses influences marxistes

1985 / Suspension *a divinis* d'Ernesto Cardenal et convocation de Leonardo Boff, théologien brésilien devant la Congrégation

La théologie de la libération n'est ni une anecdote ni une anomalie latinoaméricaine. Elle est, comme le montre cette chronologie, le produit de réflexions théologiques ancrées dans les soubresauts de l'histoire du continent américain. Dès 1963, *Pacem in terris*, Lettre encyclique du Pape Jean XXIII aborde le droit à une existence décente. Or, une large proportion des peuples latinoaméricains ont été privés de cette dignité justement par des modèles politiques et économiques coloniaux, racistes, au service de grands propriétaires terriens où l'exercice du simple droit à la vie et à l'intégrité physique devient un véritable combat. Si cela était particulièrement vrai durant les dictatures militaires, les conditions de marginalisation et de dépossession des plus vulnérables sont malheureusement d'actualité. L'Amérique Latine reste la région la plus inégale au monde, il n'est pas étonnant qu'elle soit également la plus dangereuse pour celles et ceux qui osent s'opposer à ces inégalités, c'est-à-dire les défenseurs des droits.

Le documentaire aborde, pays après pays, l'inévitable question de la terre, du droit à la terre et au territoire. Au Brésil, le combat collectif pour le domaine Annoni et la naissance du Mouvement des sans-terre sont basés sur la reconnaissance d'une inégale répartition de la terre. Très concrètement, aujourd'hui, selon le rapport d'OXFAM *Bannis : terre, pouvoir et inégalités en Amérique Latine*, la région est aussi la plus inégale au monde en termes de répartition des terres. En moyenne, le 1% des plus grands domaines concentre plus de la moitié des terres agricoles. Au Pérou, au Chili et au Paraguay ces grandes propriétés concentrent même plus de 70% des terres à vocation agricole. Cela implique, comme le dénoncent notamment les communautés Mapuche que nous soutenons, que les paysans défavorisés sont condamnés à l'exode rural et à la pauvreté en ville. Nous sommes donc témoins de la continuité historique des conflits liés au droit à la terre, qui est un droit individuel, et du droit au territoire, qui est un droit collectif. Il est désolant de constater qu'il n'y a pas eu de véritable réforme agraire, réclamée depuis des décennies, ni sous Luiz Inácio Lula da Silva au Brésil, ni sous Gabriel Boric au Chili, ni sous Gustavo Petro en Colombie, tous pourtant progressistes et porteurs de messages d'espoir et de justice sociale.

La théologie de la libération refusant de naturaliser la soumission des peuples, elle ne peut qu'avoir inspiré un « *amour du prochain efficace et porteur d'une émancipation collective* ». Le travail de Mgr Samuel Ruiz García au Mexique a ainsi inspiré des organisations de défense des droits humains et des peuples autochtones telles que le Centre de droits humains Fray Bartolomé de las Casas et Services et conseils pour la paix (SERAPAZ).

En mars 1986, la Congrégation pour la doctrine de la foi réévalue la théologie de la libération et intègre « l'option préférentielle pour les pauvres » au magistère romain de

l'Église. Pourtant, la théologie reste marquée du sceau de la polémique à tel point que le Père Marcelo Pérez, prêtre mexicain autochtone accompagné par l'ACAT-France dès 2021, largement inspiré par Mgr Samuel Ruiz et assassiné en octobre 2024, déclarait dans un même entretien que toutes les paroles de Jésus sont révolutionnaires mais qu'il n'aborderait pas la théologie de la libération car cela entraînait des débats sans fin.

Alors que le dérèglement climatique touche davantage les groupes sociaux les plus vulnérables, plusieurs représentants de la théologie de la libération conçoivent aussi l'option préférentielle pour les pauvres comme critère d'évaluation des conflits environnementaux. Leonardo Boff, qui a quitté la prêtrise en 1992, va ainsi devenir l'un des artisans de l'encyclique Laudato si' du pape François.

La théologie de la libération, en tant que pratique de la foi située dans un contexte politique, reste source d'inspiration et prisme d'analyse des couches de domination que subissent les communautés que nous accompagnons en Amérique Latine.

4 - L'investissement de l'ACAT-France

« Je nourris un pauvre et l'on me dit que je suis un saint. Je demande pourquoi le pauvre n'a pas de quoi se nourrir et l'on me traite de communiste. »

« Gardons le pessimisme pour des jours meilleurs. »

Dom Helder Camara, Archevêque brésilien, l'une des figures principales de la théologie de la libération

L'ACAT-France est créée en juin 1974. C'est la pleine époque des dictatures militaires et, dès ses débuts, notre association dénonce ces régimes reposant sur la détention arbitraire, la torture et la disparition forcée des dissidents. L'ACAT-France mène alors des actions en Argentine, au Chili, au Paraguay, au Brésil. Les membres de l'ACAT correspondent avec des familles de personnes disparues, lancent des appels urgents, rédigent des documents de sensibilisation et interpellent les autorités sur la situation des prisonniers politiques, des familles de victimes, des communautés paysannes et autochtones et des religieux persécutés. En octobre 1977, trois ans après le suicide de Tito de Alencar, l'ACAT-France envoie une lettre à son tortionnaire, le commissaire Sergio Fleury à laquelle il répond le 9 novembre en terminant par le post-scriptum « *Je dois vous avouer que je ne crois pas que nous soyons de la même race humaine (je veux parler de la race des HOMMES)* ».

Aujourd'hui encore, fidèle à ses engagements, l'ACAT-France continue de mener des actions de soutien et de plaidoyer politique en faveur des communautés dépossédées, des organisations qui les secourent et des religieux solidaires de leurs combats.

Au Chili et en Argentine nous soutenons les communautés Mapuche criminalisées, aussi bien par un gouvernement dit progressiste, celui de Gabriel Boric, qu'un gouvernement d'extrême-droite, celui de Javier Milei. Nous continuons d'interpeller les autorités sur les disparitions forcées, notamment de défenseurs de l'environnement s'opposant à des projets extractivistes. Par exemple, en janvier 2025 nous avons entamé un travail de plaidoyer politique sur la disparition forcée de Julia Chuñil Catricura, défenseure Mapuche menacée par un puissant entrepreneur agricole et forestier et disparue en novembre 2024. Nous avons interpellé le gouvernement chilien, soutenu Pablo San Martín, fils de la militante, dans le cadre de la Nuit des Veilleurs, et avons signé une convention de partenariat avec la Commission Éthique Contre la Torture afin de permettre aux familles de victimes de disparition forcée de saisir la justice chilienne.

En Colombie, nous sommes depuis 2023 le point focal du plaidoyer en France pour la Communauté de Paix de San José de Apartadó, initiative paysanne de résistance pacifique aux conflits armés. Nous avons coorganisé des tournées de plaidoyer afin que les représentants de la Communauté puissent sensibiliser les fonctionnaires du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, certains élus de la Ville de Paris et des ONG partenaires, aux menaces qu'ils subissent. Nous avons rédigé plusieurs appels à mobilisation et appels du mois pour contribuer à leur protection et à la lutte contre l'impunité et coordonnons une délégation de soutien à l'automne 2025.

Au Mexique, nous ne cessons de dénoncer la situation des défenseurs de l'environnement et des militants autochtones. Nous avons récemment soutenu Mario Gómez López, défenseur autochtone du Chiapas dénonçant les groupes criminels qui cherchent à usurper des terres indigènes ; Estela Hernández, défenseure du droit à l'eau pour une communauté de l'État de Querétaro ou encore Kenia Hernández, que nous soutenons régulièrement depuis 2021, et qui est maintenue en prison pour son engagement en faveur des prisonniers politiques et du droit à la terre au Mexique.

Nous restons solidaires des religieux qui s'investissent aux côtés des communautés déchirées par la violence, tels que le Père Marcelo Pérez, assassiné en 2024. Nous avons récemment lancé un appel à mobilisation destiné à interpeller les autorités judiciaires mexicaines afin qu'elles poursuivent l'enquête sur son meurtre et identifient le réseau d'intérêts à l'origine de son assassinat.

Ainsi, nous poursuivons notre action, conscients des réalités sociales et économiques du sous-continent et des solutions politiques à y apporter, pour « *dépasser la charité* ».

CONTACT



[ACAT France](#)

ACAT-France, 7 rue Georges Lardennois



[@acat_france](#)

75019 Paris, France



[acat france](#)

+ 33 1 40 40 42 43 | acat@acatfrance.fr



[acat-France.bsky.social](#)

www.acatfrance.fr

Document réalisé en 2025 par Bernadette Forhan, vice-présidente Catholique de l'ACAT-France) et Murielle Sánchez Montoya, responsable programmes et plaidoyer Amériques